



Malgré sa diabolisation, La France insoumise maintient sa stratégie du conflit

Les cadres du mouvement jugent illusoire l'idée qu'en changeant de stratégie sur la forme, leur disqualification médiatico-politique cesserait. Face à l'intensification des attaques et des accusations d'antisémitisme, ils s'adaptent pour ne pas donner d'« accroches ».

Mathieu Dejean - 23 juin 2025 à 16h13

« Il faut essayer de comprendre le phénomène dans une dynamique politique. » Pour Manuel Bompard, la diabolisation de La France insoumise (LFI) est une évidence qui nécessite désormais de prendre de la hauteur. C'est pour le coordinateur national du mouvement une forme de « harcèlement permanent », un « deux poids et deux mesures » médiatique, politique et institutionnel qui vise à abattre le premier parti de gauche de France en s'affranchissant de la raison et des faits. On ne peut donc en faire qu'une lecture politique, sous l'angle de la fusion des droites et de la bollorisation des médias.

Cette analyse est en partie partagée au-delà des rangs insoumis. Même Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste (PS) qui défend désormais une candidature commune de la gauche hors LFI à la présidentielle, s'est inscrit en faux contre ce phénomène, qui n'est plus seulement l'apanage de la droite et de l'extrême droite. Il l'a dit à la tribune du congrès du PS à Nancy (Meurthe-et-Moselle) le 15 juin : « Je ne répondrai pas aux injonctions de la droite et de l'extrême droite qui rêvent de blanchir leurs convergences coupables en diabolisant la gauche radicale ! »



Jean-Luc Mélenchon lors de la manifestation contre Emmanuel Macron à l'appel de La France Insoumise, à Paris, le 7 septembre 2024. © Photo Yann Castanier pour Mediapart

Les causes de cette répudiation peuvent être considérées comme lointaines. Dès qu'il s'est émancipé du PS, Jean-Luc Mélenchon a théorisé sa relation conflictuelle aux médias en anticipant, selon sa propre vision politique, la guerre à outrance immédiate que lui livrerait le capital s'il arrivait au pouvoir. Ce parti pris s'est traduit par de multiples outrances, du « *petite cervelle* » lancé à un étudiant en journalisme en 2010, aux journalistes de « Quotidien » interdits de couvrir ses meetings en 2019 – il reprochait à l'émission les images filmées lors de la perquisition au siège de son parti en 2018 –, en passant par de régulières attaques *ad hominem* contre des journalistes de presse écrite sur son blog.

La médiatisation du fondateur de LFI ne pouvait donc qu'être un terrain d'affrontement durable. Dès 2013, le chercheur en histoire visuelle André Gunthert consacrait d'ailleurs un article à la « *généalogie de la diabolisation visuelle* » de Jean-Luc Mélenchon.

Depuis, le triple candidat à la présidentielle a parfois mis le populisme de gauche en mode mineur, facilitant l'union des gauches en 2022 et une accalmie médiatique, comme l'analysait le politiste Arthur Borriello. Pôle émergent à gauche au début des années 2010, LFI a été propulsée au premier plan politique, ce qui aurait pu produire un changement d'optique. « Si la stratégie du « *bruit et de la fureur* » permet de marquer des points idéologiquement, elle peut aussi donner des munitions à nos adversaires et rabougir notre propre base », prévenait le député Hendrik Davi, avant d'être purgé de LFI.

Une puissante mécanique de délégitimation

Mais la rupture avec le Nouveau Front populaire (NFP), dont le Parti socialiste (PS) est rendu seul responsable en raison de son abstention sur la motion de censure début 2025, a remis la stratégie du conflit au goût du jour. Et ce retour coïncide avec une période nouvelle de la diabolisation de LFI commencée après le 7-Octobre. La création d'une commission d'enquête parlementaire « *contre LFI* » obtenue le 18 juin par le patron des député-es Droite républicaine (DR) Laurent Wauquiez, sur ses supposés liens avec « *l'idéologie islamiste* », en est le symptôme le plus criant.

Mais déjà lors de l'hommage à Robert Badinter en février 2024, le président de la commission des finances, Éric Coquerel, arrivé tôt, était apparu seul, les bras croisés, tel un symbole de l'ostracisation du mouvement – et il y en a eu d'autres –, tandis qu'Éric Ciotti, futur allié de Marine Le Pen, serrait des mains à tout-va.



Éric Coquerel lors de la cérémonie d'hommage à Robert Badinter à Paris, le 14 février 2024. © Photo Jacques Witt / Sipa

Le débat sémantique assumé par la direction de LFI sur le caractère « terroriste » des attaques du Hamas et les fautes de Jean-Luc Mélenchon sur l'antisémitisme n'y sont pas pour rien. Mais la nature des attaques déversées depuis sur l'ensemble du mouvement – parfois à grand renfort de fausses informations et qui se sont traduites par la dégradation du domicile de Jean-Luc Mélenchon et des demandes de déchéance de nationalité contre l'eurodéputée Rima Hassan –, l'ont fait basculer dans une dimension quasi orwellienne.

Le parti fondé par Jean-Luc Mélenchon, qui a frôlé les 22 % de suffrages exprimés à la dernière présidentielle, est ainsi érigé en repoussoir politique et moral. Et sa

mise au ban dépasse largement les seuls médias d'extrême droite. De la base au sommet, des militant-es et des responsables de LFI, qui subissent les conséquences de la diabolisation, s'interrogent donc sur la manière d'y résister. Ne faudrait-il pas chercher à désarmer l'animosité ?

« *Il y a une maccarthysation du débat public. On est revenus à une période de criminalisation de la parole contestatrice, et ça va bien au-delà des rangs de LFI* », préfère considérer Manuel Bompard, pensant notamment au sort réservé à l'éditorialiste Jean-Michel Apathie.

Le chercheur Johan Faerber, auteur de *Militer. Verbe sale de l'époque* (Autrement, 2024), qui étudie finement la fabrique du « *réprouvé* » en politique, partage en partie cette analyse : « *LFI est assimilée au parti de l'étranger, une fable d'extrême droite qui procède depuis le XIX^e siècle avec les mêmes mécanismes de délégitimation, et qui bénéficie aujourd'hui d'une puissance économique avec un réel pouvoir – notamment celle de Pierre-Édouard Stérin* [un milliardaire ultraconservateur qui rêve de porter l'extrême droite au pouvoir – ndlr]. *LFI est prise dans les mailles du filet d'un récit antimilitant, anti-opposition* », résume-t-il.

« Il n'y a pas d'alternance tranquille. »

Danièle Obono, députée LFI

Mais ce diagnostic devrait, aux yeux du chercheur, pousser les Insoumis à réagir : « *Cela ressemble à une submersion. LFI est privée de son propre récit, elle ne peut plus rien énoncer, et ne peut que dénoncer. C'est très difficile à rétablir car pour faire des propositions, il faut être audible, or plus personne ne veut ni ne peut les écouter.* »

Les cadres de LFI interrogé-es insistent pourtant d'abord sur la « *dynamique politique* » qui les place dans cette situation. « *La diabolisation, la détestation de La France insoumise, est le ferment de la recomposition politique en cours, c'est-à-dire du rapprochement de la droite et de l'extrême droite* », estime Manuel Bompard. Élu président du parti Les Républicains (LR), Bruno Retailleau a bien déclaré : « *Nos seuls adversaires, c'est la gauche de Mélenchon* », plaçant de manière subliminale le RN au rang de potentiel allié.

« On ne peut pas faire cette analyse sur la diabolisation sans penser en termes de radicalisation du bloc bourgeois, qui est prêt à s'allier avec les fascistes », explique aussi la députée LFI Danièle Obono. « Nous sommes pris pour cibles par les aspirants au pouvoir d'extrême droite parce qu'on représente l'organisation de gauche qui peut prétendre au pouvoir. Il n'y a pas d'alternance tranquille », ajoute-t-elle, rappelant que Léon Blum comme le Parti communiste français (PCF) ont fait l'objet des mêmes stigmatisations en leur temps.

Le boomerang de la conflictualité

Cette analyse, si elle s'appuie sur une droitisation réelle des élites médiatiques et politiques, fait abstraction des provocations des cadres du mouvement ces dernières années, qui ont permis à leurs adversaires de faire le vide autour de LFI. Le mouvement en avait tiré les conséquences après les législatives de 2024 en modifiant l'attitude du groupe à l'Assemblée nationale, englué dans les polémiques à répétition.

C'est sur ce point de clivage, entre autres, que François Ruffin a fini par rompre avec LFI, comme Clémentine Autain et leurs camarades de L'Après.

Dans une longue émission d'« Au Poste » le 30 mai 2024, Manuel Bompard revendiquait une « *stratégie du coup de pied dans la porte* » en matière de communication médiatique et de diffusion des idées. « Vous tapez un bon coup de pied dans la porte et après vous pouvez rentrer, vous pouvez développer vos arguments de manière tranquille », disait-il.

Réinterrogé à ce sujet par Mediapart quelques mois plus tard, le député nuancait : « Ce n'est pas la même chose de s'emparer de sujets qui fâchent en assumant de casser des unanimismes, et de passer son temps à répondre à des polémiques inventées de toutes pièces. Je vois bien qu'il y a des tentatives de diversion du système, et qu'il vaut donc mieux bien choisir ses angles de conflictualité. »

La stratégie de la première force de gauche en 2025 n'est pas si éloignée de celle des origines, quand au Parti de gauche en 2013 Danielle Simonnet théorisait : « Le conflit crée de la conscience. »

Si cette stratégie est malgré tout maintenue, c'est parce que les Insoumis sont convaincus que la conflictualité leur permet d'atteindre un électorat éloigné de la politique – le fameux « quatrième bloc », celui des abstentionnistes, comme l'analysait Jean-Luc Mélenchon au sortir du premier tour de la présidentielle de 2022. Un électorat auquel il faut s'adresser longtemps avant l'élection afin qu'il se mobilise le cas échéant, et permette à la gauche d'accéder au second tour.

« Pour ça, il faut rompre un peu avec le ronron médiatique et produire une conflictualité forte, qui peut temporairement faire douter des gens qui aspirent à une proposition politique plus consensuelle. Mais la question se pose à la fin, pas au milieu du chemin », estime Manuel Bompard. « Est-ce qu'il y a des gens qui sont influencés par ces campagnes de dénigrement médiatique et se disent que nous sommes allés trop loin ? Ça peut arriver, évidemment. La question, c'est de savoir si c'est durable. Or je pense que personne, dans l'espace politique qu'on aspire à rassembler, ne pense sincèrement que La France insoumise est un mouvement qui promeut l'antisémitisme », poursuit-il.

LFI prépare sa « riposte »

Preuve que les conséquences de la diabolisation des Insoumis sont désormais prises très au sérieux par l'état-major du parti, l'Assemblée représentative du mouvement, organisée le week-end du 21 et 22 juin à Paris, a donné lieu à une kyrielle de nouvelles mesures internes pour parer au problème.

Considérant que « la riposte face aux attaques est devenue indispensable », LFI a décidé de se structurer sur ce point. Outre la mise en place d'une plateforme internet dédiée où les militant·es et les cadres pourront trouver des arguments de « désintox », le mouvement promet de développer des « dispositifs pour assurer la sécurité des militants et leur accompagnement juridique » dans un contexte de « fascisation » de la société.

De nouvelles équipes de service d'ordre seront ainsi mises en place dans plusieurs départements et des formations seront entreprises « afin de pouvoir partout mener la bataille politique et faire face aux intimidations et aux menaces ». Enfin, afin d'éviter les « procédures bâillons »,

LFI annonce qu'elle mettra à disposition « *une équipe nationale de juristes qui pourra accompagner et conseiller celles et ceux qui pourraient être visés par des poursuites judiciaires, ou qui voudraient faire des recours contre tel ou tel abus ou manquement administratif* ».

Pauline Graulle

La stratégie de la première force de gauche en 2025 n'est ainsi pas si éloignée de celle des origines, quand au Parti de gauche (PG) en 2013 Danielle Simonnet, alors proche de Mélenchon, théorisait : « *Le conflit crée de la conscience.* » Or, si LFI a depuis progressé à l'intérieur de la gauche, elle n'y est pas hégémonique et n'a pas endigué la progression du RN. Plusieurs député·es sortant·es LFI ont perdu face au RN ou à l'extrême droite ciottiste en 2024 : Caroline Fiat, Pascale Martin, Léo Walter, Charlotte Leduc, Martine Étienne, Sébastien Rome, Catherine Couturier, Michel Sala ou encore Florian Chauche.

Il y a donc des moments où le doute s'immisce, et des erreurs qui amènent à une relative introspection. L'affaire du visuel aux codes antisémites de Cyril Hanouna, retiré en catastrophe des réseaux sociaux du mouvement, a fortement secoué ses cadres et ses militant·es. Interrogé sur la manière de répliquer aux accusations d'antisémitisme, Jean-Luc Mélenchon avait dans un premier temps répondu sèchement – « *On ne peut rien contre ça. Bien faire notre travail et laisser braire. C'est une offensive politique* » –, avant de hurler sur le journaliste qui le questionnait. Mais la virulence des attaques qui ont suivi et les interpellations en interne de militantes et militants juifs heurtés par le visuel n'ont pas été neutres.



Aurélien Trouvé et Manuel Bompard à l'Assemblée nationale le 6 mai 2025. © Photo Sébastien Calvet / Mediapart

Le député Aymeric Caron avait diffusé le message suivant dans la boucle du groupe LFI à l'Assemblée : « *Merci de tenir compte du fait que chaque membre du groupe est impacté, une fois de plus, par ces communications catastrophiques, qui se multiplient.* » « *Ce visuel n'aurait jamais dû exister* », confiait, sous couvert de l'anonymat, un autre député, ajoutant sur le ton du regret : « *On sait qu'on est dans un environnement hostile, mais il y a un état d'esprit spontanéiste. C'est presque un système.* »

Les leçons d'une erreur

Depuis, les Insoumis assurent avoir tiré des leçons, même si le cadre médiatique dominant est jugé trop hostile pour pouvoir les exposer. « *Sur ce sujet-là comme sur d'autres, on a été bousculés car des personnes concernées nous ont dit que notre positionnement n'allait pas. C'est un mensonge de dire qu'on ne veut rien faire dessus* », relate Danièle Obono, qui a assuré ces dernières années une formation interne sur la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, et qui répète que cet épisode était « *une erreur* », « *un manque de vigilance* ».

« *On est un mouvement qui a dix ans à peine, avec ses forces et ses limites. Il faut faire avancer des gens avec des niveaux de formation différents, travailler nos angles morts pour que ça ne serve pas à créer des accroches. On a commencé ce travail et on va le continuer* », assure la députée, qui distingue le « *débat critique* » légitime de l'« *offensive politique* » malhonnête. S'ils dénoncent d'un côté l'instrumentalisation de la lutte contre l'antisémitisme à des fins de criminalisation des mobilisations pour la Palestine ou d'affaiblissement de LFI, les Insoumis reconnaissent tout de même un besoin de s'améliorer, dont les autres partis de gauche ne sont

pas non plus exempts.

« Le racisme, l'antisémitisme, le sexisme sont des phénomènes qui existent dans la société de manière générale. Aucun corps social ne peut considérer qu'il en est, par principe, immunisé, affirme ainsi Manuel Bompard. Toutes les formations politiques ont un travail à faire sur ces oppressions. Mais moi, je le mène en dehors des caméras et des interviews. Le cadre médiatique est trop gangrené par les instrumentalisations pour pouvoir avoir une discussion sereine sur le sujet. »

Pris en étau entre la nuance et le temps long nécessaires à certains débats aussi complexes que cruciaux d'un côté et, de l'autre, la conflictualité érigée en stratégie dans un cadre médiatique qui ne fonctionne qu'à l'indignation, LFI cherche un difficile équilibre.

Mais, sur le fond, elle considère sa diabolisation inévitable en raison de ses positions, et alerte donc le reste de la gauche : *« Le problème des gens qui nous attaquent, ce n'est pas La France insoumise, c'est le programme de rupture qu'on porte. Si, à un moment, ils ont l'impression qu'ils sont débarrassés de La France insoumise, ils s'attaqueront aux autres, prévient Manuel Bompard. C'est une constance de l'histoire. »*

Mathieu Dejean

Boîte noire

L'entretien avec Danièle Obono a été réalisé le 2 avril, celui avec Manuel Bompard le 3 avril.